



Hebdomadaire depuis 1936

L'Éveil

Semaine

12

Journal de la section de Suresnes et Saint - Cloud du parti communiste

22 mars 2025

PALESTINE :

LE MASSACRE DES INNOCENTS



« Si ce n'est pas un génocide, c'est vraiment très bien imité » : celui qui tient ce propos est un médecin français travaillant pour une ONG à Gaza.

De fait, au petit matin du 18 mars, en plein ramadan, le gouvernement israélien n'a pas hésité à rompre la trêve avec le Hamas en employant les armes des lâches, à savoir les bombardements touchant de façon indiscriminée les populations civiles. Avec une prédilection toutefois pour les hôpitaux et les écoles, censés servir de couverture aux « terroristes ».

Le résultat est terrifiant : plus de 480 morts répertoriés, un millier de blessés, des familles entières décimées, , une enclave de nouveau entièrement bouclée. C'est toute une population qui est enfermée dans une prison à ciel ouvert. **Et l'horreur de ce massacre ne doit pas faire oublier les exactions qui se poursuivent en Cisjordanie.**

Rien, absolument rien, ne saurait justifier l'opération menée par le gouvernement d'extrême-droite présidé par Netanyahu, et dans lequel trônent, à des postes clefs, des suprématistes ouvertement racistes tels que Ben Givr et Smotricht, ce dernier en charge des territoires occupés. Rien, et certainement pas le révoltant pogrom perpétré par le Hamas le 8 octobre 2023, qui a coûté la vie à plus d'un millier d'Israéliens.

Car c'est la pire injure qu'on puisse faire à la mémoire des victimes du 8 octobre que de chercher à instrumentaliser leur mort. Notamment pour justifier l'injustifiable.

La vérité, comme l'a reconnu courageusement le quotidien Haaretz, qui sauve l'honneur de la presse israélienne, c'est que ni le gouvernement israélien, ni

le gouvernement américain, qui tire les ficelles, ne voulaient aborder la deuxième phase des négociations avec le Hamas. Celle-ci i aurait permis la libération d'une partie des otages israéliens contre celle de nombreux prisonniers politiques palestiniens, à commencer par Marwah Bargouthi, le Mandela palestinien, l'un des seuls qui soit capable de gérer une transition vers la paix dans le cadre d'une solution à deux Etats.

En d'autres termes, Netanyahu et ses complices ont fait le choix, en accord avec Trump, de sacrifier les derniers otages pour conforter le poids de l'impérialisme dans cette région du monde, en flattant le rêve d'un « grand Israël » mais en condamnant dans les faits les 7 millions d'Israéliens à vivre dans l'horreur d'une guerre perpétuelle sur plusieurs fronts contre les populations voisines, dans un engrenage de violence, de haine et de destructions.

Et la France dans tout cela ? Elle a condamné la tuerie, c'était la moindre des choses. Mais on serait en droit d'attendre d'elle qu'elle fasse entendre sa voix, qui pèse encore dans le monde arabo-musulman, et elle pourrait le faire en reconnaissant, enfin, l'Etat de Palestine.





DE SURESNES A WASHINGTON

ET VICE ET VERSA !

En regard de la prédation qu'il opérerait sur les peuples du monde, le poids du capitalisme américain est en recul d'influence .

En butte à la Chine, aux BRICS et à l'Europe, les capitaux de source US sont en difficulté croissante dans leur rendement.

Les États-Unis souffrent d'un endettement énorme. Bien qu'en recul, ils cherchent à maintenir leur domination. Sous l'administration de Joe Biden déjà, une loi (la loi IRA inflation Reduction Act) a été édictée pour obtenir que des capitaux de provenance internationale s'investissent aux États-unis en leur assurant des rendements financiers supérieurs, ceci appuyé sur le rôle du dollar comme monnaie d'échange coercitive (les Américains disposent d'un droit extraterritorial sur l'utilisation de dollars) et une implantation militaro-diplomatique au travers d'un millier de bases militaires dans le monde. **L'élection de Trump a pris le même chemin sous une forme populiste bouleversant la gouvernance américaine jusqu'à détruire les organismes d'État, mais sans bouleverser le sens de la politique économique antérieure.**

Devant les exigences de Trump destinées à drainer les entreprises et les capitaux vers les EU, les dirigeants capitalistes européens ont prêté allégeance, à l'exemple de la responsable de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, de la responsable de la Banque mondiale, Christine Lagarde ou encore de Bernard Arnault le plus riche des patrons français.

C'est ainsi que des entreprises françaises annoncent qu'elles cherchent à s'installer aux USA. Macron et le peuple français sont donc confrontés à une nouvelle période de désindustrialisation et de délocalisations, le tout sous contrainte budgétaire contre les services publics renforcé par Macron/Barnier puis Macron/Bayrou.

Sur injonction américaine, Macron s'inscrit dans des démarches de réarmement applaudies par le patronat d'entreprises comme Airbus, Safran, Thalès, **Mais cela provoque de graves difficultés des financements des services publics et sur les revenus des salariés.**

C'est la raison pour laquelle se multiplient autour de nous les difficultés des hôpitaux (Foch, Raymond Poincaré de Garches, etc.), des écoles avec des classes

sans enseignant comme à Bertie Albrecht (*) à Suresnes où une classe de CM2 est sans enseignant depuis janvier, ou dans les Ehpads où la réduction du personnel conduit comme à l'Ehpad La Chesnaye à Suresnes, à la maltraitance des résidents comme du personnel. .

Cette politique macroniste soutenue aussi bien par le maire « Horizon » de Suresnes M. Boudy que par le Sénateur « macroniste » Iacovelli, conduit à une gestion toxique de cet établissement et du personnel.

Cette conduite se retrouve dans la gestion privée de l'hôtel Campanile/Ibis, où le capital privé refuse depuis des mois de répondre aux bien modestes revendications du personnel.

La démarche des communistes s'oppose à la politique de dépenses d'armements et méritera la mobilisation des salariés et des citoyens.

La seule réponse aux effets de la politique étasunienne de Trump n'est pas celle de Macron. Il faut au contraire investir dans l'industrie et les Services Publics de « Biens communs » par l'utilisation du crédit. Ce sera la meilleure protection contre les risques de retournement de la valeur du dollar.

A Suresnes, une classe sans prof !

Depuis le début de l'année 2025 les élèves d'une classe de CM2 de l'école élémentaire Bertie Albrecht sont privés de professeur. Des enfants qui aborderont donc le collège avec un handicap de formation scolaire. Ce n'est pas faute pour les parents d'élèves d'avoir alerté le Rectorat et la Direction des services départementaux de l'Education Nationale des Hauts de Seine. Gageons que la direction de l'école à de son côté, fait les démarches nécessaires.

Nous sommes en plein devant les conséquences de la politique d'austérité du gouvernement qui touche l'ensemble des Services Publics, **y compris ceux qui touchent à la formation de notre jeunesse, formation qui engage l'avenir de notre pays.**

Pas assez d'argent pour l'éducation nationale, des enseignants en perte de pouvoir d'achat depuis quelques décennies rendant cette profession de moins en moins attractive pour les jeunes, et nos gamins de CM2, comme tant d'autres dans de nombreuses écoles, sont privés de ce qui est un droit : l'assurance d'une scolarité de qualité.

Et c'est cette situation que Macron, Bayrou et tous les va t'en guerre veulent aggraver avec le doublement du budget de l'armée qui va enrichir les fabricants de canons aux dépens des services publics.

Travaillons à la paix, investissons dans les services publics, créons des emplois dans ces derniers et dans une industrie répondant aux besoins humains. Formons des enseignants.

Réhabilitation des logements des cités jardins.



De nombreux habitants concernés par la réhabilitation sont venus nous voir au poste de distribution de l'Éveil au marché Caron le dimanche, très inquiets, et très déterminés à obtenir des réponses précises de « Hauts-de Seine- Habitat » lors de la réunion prévue le 27 mars avec la participation de notre maire M. Boudy, à la salle de l'aéroplane du Théâtre Jean Vilar. Ces habitants ont donc réservé leur soirée pour ce faire.

A l'heure où nous écrivons cet Eveil, nous sommes exactement à une semaine de cette rencontre du 27 mars.

Des locataires de la Cité jardin ont donc été très surpris de recevoir un courriel de leur association les informant que cette réunion aurait lieu le 3 avril, ce dont ils nous ont informé en espérant avoir plus de détails. Si cela était confirmé, les locataires auraient une raison de plus d'exprimer du mécontentement. Est-ce que « Haut de Seine Habitat » aurait eut vent de l'inquiétude très forte et légitime de certains habitants des cités-jardins et voudrait créer les conditions d'une participation moindre ? En tout état de cause, si la date affichée depuis 3 semaines est changée, la moindre des choses serait de prévenir rapidement l'ensemble des habitants.



Rodolphe Balensi

M. BOUDY, vous avez la mixité à géométrie variable !

Comme vous le savez, à la Cité-Jardins, environ 600 logements auxquels s'ajoutent 114 logements du square de la Concorde sont concernés par une réhabilitation. Cela

confirme ce que nous écrivions dans un précédent numéro du journal l'Éveil : au total, il s'agirait de plus de 800 logements.

Qu'en sera-t-il du statut des logements sociaux réhabilités ? Le maire et son adjointe reconnaissent que beaucoup sortiront du patrimoine des logements réellement sociaux.

Sous le fallacieux prétexte qu'il faudrait de la mixité, cela se traduirait dans les faits par des changements de catégories pour les logements concernés et une forte augmentation des loyers. Ainsi, de très nombreux logements ne seront plus des logements sociaux correspondant aux besoins des locataires actuels, mais également pour les demandeurs en attente.

La mixité ne fonctionne pas à sens unique, M. le Maire ! Vous n'exigez jamais des promoteurs privés de réserver une partie de leurs constructions aux logements sociaux, comme le pratiquent d'autres villes voisines !

Il y a 2 600 Suresnois inscrits sur les listes d'attente de demandes de logements sociaux et plus de 20.000 demandes pour Suresnes dans toute la France.

M. le Maire, votre politique de logements ne répond pas aux besoins de la population.

AUJOURD'HUI, LES LOYERS HLM DE LA CITE-JARDINS SONT LES PLUS BAS DE SURESNES.

Avec cette réhabilitation, ces logements sociaux pourraient changer de catégorie et entrer dans des catégories supérieures : en réalité, il s'agit de logements très chers, par exemple, un trois-pièces peut afficher un loyer de 1200 € voire 1300 euros. Sur les plus de 800 logements réhabilités, quel pourcentage de logements réellement sociaux restera-t-il ?

C'est une question importante ! **Pour nous, ce sont les besoins de la population qui doivent guider la politique du logement du maire, et ces besoins augmentent en même temps que les difficultés de pouvoir d'achat des familles.**

La réponse doit donc être collective. Cette opération ne doit pas conduire à une dégradation des conditions de vie des locataires auxquels la mairie impose un déménagement. **1) Hauts-de-Seine Habitat doit s'engager clairement auprès des locataires qui le désirent : droit au retour à la cité-jardins sans augmentation de loyer ! (*) 2) Cette opération ne doit pas conduire non plus à réduire le patrimoine réellement social à Suresnes.**

Agissons ensemble pour nos intérêts. Exigeons aussi 40 % de logements sociaux dans toutes les constructions privées à Suresnes. Nous vous invitons à prendre contact avec nous. **Attention ! Dans la phase de relogements, nous vous conseillons de ne pas rencontrer seuls les agents d'Hauts-de-Seine Habitat et d'être accompagnés d'un membre de l'association des locataires.**

(*) »Le décret n°2025-206 du 28 février 2025 permet aux bailleurs sociaux qui mènent une opération Seconde vie de rehausser les loyers concernés au niveau pratiqué pour les logements sociaux équivalents neufs, uniquement pour les nouveaux locataires.» Ce qui signifie que Hauts de Seine Habitat a tout intérêt à remplacer les anciens locataires par des nouveaux avec de nouveaux contrats et des loyers bien plus hauts !

Profits et économie

de guerre Dominique Gerbault Universitaire

Le président Macron a dit que la France était désormais directement menacée par la Russie, qu'elle devait se surarmer au prix de centaines de milliards d'euros en restreignant les dépenses sociales et en travaillant plus.

« *Le conclave sur les retraites n'a plus aucune raison d'être* », a déclaré François-Xavier Bellamy, eurodéputé les Républicains. Le vrai sujet, pour lui, « *c'est d'augmenter la quantité de travail que les Français fournissent* ». **Précisant qu'il faudrait porter à 67 ans l'âge légal du départ à la retraite.** Pour lui aussi, il faudrait que l'on s'attaque aux budgets sociaux.

Cela n'a pas échappé à Patrick Martin, le président du Medef. Le syndicat patronal, le réclamait déjà sur le plateau du 20 heures de TF1 le 28 octobre dernier. L'objectif étant de maximiser les profits et les dividendes.

Coincé entre une Amérique protectionniste et une Chine économiquement conquérante, le capitalisme français souffre de faiblesses qu'il a lui-même créées. Cupides, polarisés par les profits immédiats, **les maîtres de l'économie ont privilégié la financiarisation aux dépens de la production.**

Des pans entiers de notre économie ont été délocalisés. La sidérurgie et l'industrie textile, sacrifiées et le secteur de la machine-outil, liquidé. **À cela s'ajoutent les méfaits d'un capitalisme prédateur qui fait de notre pays le champion d'Europe en termes de dividendes versés aux actionnaires.**

Le système ultra-libéral porte en lui la guerre

Pour le monde des affaires, la stratégie d'Emmanuel Macron visant à pousser notre pays vers une économie de guerre a un effet d'aubaine. La commande publique inhérente à cette option garantit la production et son écoulement, les profits réalisés étant préservés de toute nouvelle taxation.

Le chef de l'État compte évidemment tirer bénéfice de ce choix et afficher au terme de son mandat un bilan chiffré moins catastrophique qu'il ne l'est à ce jour. Il avait promis « *le retour au plein-emploi* ». Or aujourd'hui, pas

moins de 5 215 800 personnes sont inscrites à France Travail !

Au vu de sa façon d'user et d'abuser du concept d'état de guerre, il n'est pas exclu qu'Emmanuel Macron recoure à des moyens coercitifs si le monde du travail venait à s'opposer à son projet synonyme d'appauvrissement généralisé et de conditions de travail aggravées.

On attend des représentants du monde du travail et de ceux qui se réclament de sa défense qu'ils fassent rapidement obstacle à ces funestes desseins. Ne convient-il pas de faire émerger, à l'aide d'un pacte de confiance populaire et progressiste, une alternative politique qui mettrait un terme à un système ultra-libéral qui « *porte en lui la guerre comme la nuée l'orage* » ?

PASSONS A L'ACTION POUR DE NOUVELLES CONQUÊTES !

La nécessité de cette alternative politique est la raison pour laquelle le Parti Communiste a décidé que ses positions de changement radical de société devaient être portées à la connaissance de tous, ce qui nécessite de sortir de l'invisibilité, conséquence de son choix passé de soutenir un candidat dont les propositions, sont de fait, sensiblement différentes.

Par exemple, sur la question de l'emploi, dans son programme, Jean-Luc Mélenchon portait l'objectif du plein emploi. Le plein emploi, c'est environ 5 % de chômage, soit plus de 4 millions de chômeurs.

Notre choix, porté par nos congrès, c'est le projet de Sécurité Emploi Formation pour éradiquer le chômage.

Chacun aurait soit un emploi, soit une formation choisie, réellement qualifiante, rémunérée au minimum à hauteur de l'emploi quitté.

Cela permettrait à chacun, à l'heure où les sciences et techniques évoluent extrêmement vite, de rester au niveau acquis par la société, d'augmenter sa qualification ou de changer de filière à son choix, de s'épanouir dans son travail en préservant, voire en augmentant son pouvoir d'achat. Bien évidemment cela s'accompagnerait de droits nouveaux des salariés et de leurs syndicats remettant en cause les pouvoirs exorbitants du capital sur l'entreprise et donc sur l'économie.

Avec le PCF je passe à l'action !

- _____ J'adhère au Parti Communiste Français
- _____ Je souhaite recevoir l'Éveil numérique
- _____ Je souhaite recevoir les informations générales du PCF

Nom : Prénom :
Adresse
Courriel : Tél.

À retourner : PCF Espace Pagès 42 bis rue de Verdun 92150 Suresnes
Tél : 06 44 74 40 87
Courriel : pcf.suresnes@wanadoo.fr ou PCFSuresnes@gmail.com



Pour accéder au blog de la section du PCF utiliser ce QR CODE